

Mobilisation pour l'emploi

Le 29 septembre, plus de 5000 personnes sont descendues dans les rues du Finistère, à Brest, Quimper, Morlaix, Quimperlé et Carhaix, pour défendre l'emploi et exiger des mesures pour le pouvoir d'achat.

C'est peu dire que les organisations syndicales qui appelaient à cette journée de mobilisation (CGT, FSU et Solidaires) trouvent très insuffisantes les mesures annoncées au mois de juillet par le gouvernement. « **L'augmentation des retraites de 4 % ne correspond même pas à l'inflation** », ont dénoncé leurs porte-paroles.

Le gouvernement se contente d'incitations aux économies infantilisantes alors que les multinationales de l'énergie engrangent des superprofits sans avoir, à aucun moment, l'obligation de les partager.

Cette injustice criante était dénoncée par l'ensemble des manifestants qui refusent le « *deux poids deux mesures* » pratiqué par ce gouvernement, fort avec les faibles et faible avec les riches.

L'un des exemples les plus frappants et sans doute celui du sort réservé aux demandeurs d'emploi, systématiquement considérés comme responsables de leur situation.

Dans une Tribune publiée la veille de la journée d'action, dans *Libération*, un groupe de députés de Gauche, dont le socialiste Arthur Delaporte, député de la Manche, ont dénoncé cette stigmatisation et avancé des propositions pour « **une assurance chômage universelle et protectrice** ».

Alors que toutes les études montrent que raboter les droits des chômeurs ne facilite aucunement leur retour à



5000 manifestants dans le Finistère

l'emploi, le gouvernement s'apprête, encore une fois, à porter un nouveau coup de canif dans les droits sociaux et à réduire encore les indemnités. Une manière bien habile de faire passer ces derniers pour des boucs émissaires.

Or, aujourd'hui, quatre chômeurs sur dix ne sont pas indemnisés et la moitié des demandeurs d'emploi vivent sous le seuil de pauvreté.

Arthur Delaporte et les autres cosignataires de la Tribune, appellent à redonner tout son sens au mot « assurance ». Le député de la Manche propose simplement de considérer l'assurance chômage comme la garantie « **d'un salaire indirect, en cas d'accident dans le parcours professionnel, permettant d'assurer une transition sécurisée.** »

Ne confions pas à l'assurance chômage un rôle d'orientation des comportements individuels sur le marché du travail tout simplement parce qu'elle est inefficace dans ce rôle.

La journée de mobilisation du 29 septembre en appelle d'autres, si le gouvernement persiste à stigmatiser les demandeurs d'emploi et à répartir équitablement les efforts pour traverser la crise.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 6/10/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Fake news

Quand le mensonge prend l'ascenseur, la vérité prend l'escalier. Brest serait, selon un site internet serbe, la ville la plus dangereuse du monde. Il n'en fallait pas plus pour que la conseillère régionale RN, Renée Thomaïdis, se fende d'un tweet avec les hashtag *#Criminalité* *#Ensaucement* *#Immigration*.

Évidemment, il n'en était rien, mais il a fallu quelques jours pour découvrir la supercherie. Déjà au mois de mai, l'Extrême-droite avait exploité des données publiées par ce site pour faire croire à une explosion de la délinquance. Mais ces données ne sont absolument pas fiables puisqu'elles reposent sur le « *ressenti des internautes* ». Pour démontrer l'absurdité de la méthode, un internaute, en quelques clics, a piraté ce site et a choisi de faire de Brest la ville la plus dangereuse du monde. « *Parce qu'elle est au bout de l'Europe* », a-t-il expliqué.

Reste à savoir si l'Extrême-droite fera amende honorable. Rien n'est moins sûr.

Pour un bouclier tarifaire

Les collectivités locales pourront-elles chauffer l'ensemble de leurs parcs immobiliers cet hiver ou certaines seront-elles contraintes, pour des raisons financières, d'interdire l'accès à certains bâtiments? C'est la question que les maires et présidents d'intercommunalités sont obligés de se poser en ce début d'automne. Jean-Luc Fichet, alerté de toutes parts, a décidé d'interpeller le ministre de l'Économie et des Finances.



Jean-Luc Fichet, porte-parole des élu.e.s

« Les Maires ne savent pas comment aborder la préparation des budgets de leurs communes à horizon 2023 », alerte, d'emblée, le sénateur du Finistère et demande à Bruno Le Maire à ce que le bouclier tarifaire, mis en place pour les communes de moins de dix agents, puisse être étendu à l'ensemble des collectivités.

Pour plusieurs collectivités, les factures d'énergie pourraient quadrupler. C'est un « coup de massue pour les services publics, comme pour les ménages et les entreprises », confirme Michel Loussouarn sur sa page Facebook.

« À Rosporden, pour la commune, la facture d'électricité passe de 204 021 euros en 2022 à 666 924 euros en 2023 (à consommation égale), soit plus 462 903 euros (+ 227%!).

Celle de gaz passe à 698 124 euros, soit une hausse de 560 045 euros (+ 406%!).

Au Centre communal d'action sociale, la hausse de l'électricité s'élève à 76 620 euros (+ 254%) », précise le maire de Rosporden.

« Les factures d'énergie pourraient quadrupler. »

« Aucune mesure d'économie ou d'augmentation d'impôt ne peut combler une telle explosion qui frappe tout le monde... À terme, c'est une réduction ou la fermeture de services publics qui menace. La commune ne pourra plus faire face à ses factures ou arrêter tout investissement. »

Même son de cloche du côté de Saint-Urbain, où son collègue au Conseil départemental, Julien Poupon, note que « la hausse du coût de l'électricité représenterait 264% en 2023 soit, à minima, 106 000 euros de plus qu'en 2022. C'est l'équivalent de la capacité de la commune à investir... »

Dans son courrier au ministre, Jean-Luc Fichet multiplie les exemples : « Le cas de la ville de Morlaix (15 000 habitants) est symptomatique, la facture d'électricité passe de 652 000 euros à 2 300 000 euros pour 2023, la facture de gaz, de 263 000 euros à

1 315 000 euros en 2023. La facture d'électricité de l'EHPAD de la commune de Pleyber-Christ (3 000 habitants) passera de 57 000 euros à 205 000 euros en 2023. Pour la commune de Plourin-Ploudalmézeau (commune de 1 050 habitants, moins de 2 millions d'euros de chiffre d'affaires, mais plus de 10 salariés), la facture passerait de 21 000 euros à 82 000 euros. Pour la commune de Pont-l'Abbé, la facture passerait de 252 000 euros à 830 000 euros. Pour la commune de Briec-de-l'Odét, la facture passerait de 123 000 euros à 429 000 euros »

« Les communes vont devoir renoncer à certains services publics pour cet hiver si des moyens ne sont pas mis en place rapidement. Certains maires sont contraints d'envisager que les salles associatives restent fermées durant l'hiver pour limiter les dépenses en énergies, ce qui impacterait durement la dynamique des territoires », alerte le sénateur du Finistère.



Une facture multipliée par 3,5

La réponse du ministre est attendue avec impatience dans les communes et les intercommunalités.

Le logement : une priorité nationale

Avec des hausses pouvant aller jusqu'à 10% par an, le logement contribue à creuser le budget des Français.

Devant cette situation, le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, a interpellé le ministre du Logement pour demander qu'un nouveau cap soit pris. « Il faut remettre le logement au cœur des politiques publiques de la Nation, afin de redonner aux Français les perspectives d'un cadre de vie choisi et accessible. »

Cette interpellation s'accompagne naturellement de propositions destinées à renforcer la cohésion sociale.

En premier lieu, « arrêtons de demander toujours plus d'efforts à celles et ceux qui ont déjà très peu ».

Cette situation exceptionnelle exige des réponses urgentes et ciblées telle que la réévaluation du forfait « charges » des APL ou encore une application, sans faille, du bouclier tarifaire.

Nous avons besoin de construire du logement abordable. Or, les chiffres des cinq dernières années sont édifiants : la construction de logements collectifs a chuté de 14% depuis 2018 et de 36% pour les seuls logements sociaux ! Le nombre de permis de construire est ainsi tombé à 380 000 en 2020 contre 500 000 en 2017.

Et Patrick Kanner, compte tenu de l'ampleur de l'enjeu avance une dernière proposition : faire du logement « une grande cause nationale du quinquennat ».

VSS : écouter et accompagner

Que peut faire un ou une adhérent.e du Parti Socialiste victime ou témoin d'agissements sexistes, de comportements harcelants et/ou de discriminations? Prévenir immédiatement, par mail, commission.respect@parti-socialiste.fr la cellule d'écoute mise en place par le parti.

La lutte contre le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles et les discriminations est une priorité pour le Parti Socialiste. Un dispositif complet a été mis en place, progressivement, depuis 2018.

Depuis l'année dernière, il fait l'objet d'un chapitre dédié des statuts. La parole des femmes s'est partiellement libérée depuis #MeToo. Mais trop de faits sont encore tus. Trop de victimes sont encore seules, avec leur expérience douloureuse.

La Commission de lutte contre le harcèlement et les discriminations est une commission disciplinaire. Elle a pour objet de prévenir, agir

et, le cas échéant, sanctionner les faits de harcèlement, qu'il soit moral, sexiste ou sexuel, l'ensemble des discriminations et les actes de violences. Après chaque congrès ordinaire, le Bureau national désigne sur proposition du ou de la Premier.e secrétaire les cinq membres de la Commission de lutte contre le harcèlement et les discriminations.

Pour les élections municipales de 2020, le PS a refusé d'accorder l'investiture dans quatre villes. «**Nous**

avons refusé d'accorder l'investiture à quatre candidats qui la demandait», a révélé Olivier Faure, le 21 septembre, sur *France info*, précisant que les communes concernées étaient Strasbourg, Lorient, Saint-Nazaire et Joué-les-Tours.

Au sein de ce dispositif, des référent.e-s ont un rôle d'écoute, d'accompagnement et d'alerte. Elles travaillent dans la confiance et la confidentialité. Il s'agit de militant.e-s qui bénévolement, donnent de leur temps pour le parti. Ils et elles sont tout.e-s engagé.e-s sur les questions des violences sexistes et sexuelles, dans leur vie professionnelle, militante et associative.

Bien entendu, ce dispositif n'a aucunement vocation à se substituer à la justice, qui doit pouvoir faire son travail jusqu'au bout chaque fois que nécessaire. Il a pour objectif de soutenir et protéger les victimes, et d'assurer le respect des valeurs et principes du parti dans son fonctionnement interne.



Des référents à l'écoute des victimes

Quimper : le dialogue est permanent

Le projet que met en œuvre l'équipe municipale autour d'Isabelle Assih a été élaboré de manière participative. C'est donc tout naturellement, qu'une fois élue, la maire de Quimper et son équipe, utilisent tous les moyens à leur disposition pour conserver le lien avec les Quimpéroises et les Quimpérois, dont le Facebook-live.

Cet outil ne va pas remplacer les rencontres « dans la vraie vie », mais il a pour avantage de permettre à chacun de poser des questions à l'avance, mais aussi d'atteindre des personnes qui n'ont pas forcément l'habitude, l'envie ou la possibilité de participer à des réunions publiques.

Que retenir des questions posées par les Quimpéroises et les Quimpérois, le 19 septembre? D'abord, qu'ils et elles veulent être informé.e.s de l'avancée des grands

chantiers engagés par la municipalité. La crise énergétique et ses conséquences sur l'engagement de plusieurs projets suscitent de nombreuses interrogations.

Ce Facebook live a également permis à Isabelle Assih de faire quelques annonces comme l'abandon de la patinoire, place de Saint-Corentin, pendant les vacances de Noël. Dans un contexte de lutte contre le réchauffement climatique et

de sobriété énergétique, cette animation paraissait pour le moins incongrue.

Il lui a aussi donné le temps d'expliquer la politique de transport public de Quimper communauté. La question de mise en place de la gratuité elle a, bien sûr, été posée, suite à la décision de Morlaix Co. On n'arrive pas à un service de bus gratuit en quelques semaines. Tous les territoires ont leurs histoires et leurs particularités. «**Nous formons un ensemble de quatorze communes, urbaines et rurales**», a rappelé la présidente de Quimper communauté. «**Le budget transport s'élève à 18 millions d'euros dont 2,7 millions de recette des usagers. Si on perd ces 2,7 millions, nous n'aurons plus de marges pour améliorer le réseau**», a-t-elle expliqué, rappelant tout de même que le réseau est désormais gratuit tout le week-end, qu'un service de bus à la demande à été mis en place.



En dialogue permanent avec les Quimpérois.e.s

27, 28 et 29 janvier 2023
Congrès national du PS
à Marseille.

Retrouvez-nous sur
Facebook
PS.Finistere
et Twitter
@fede_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1407 - Vendredi 7 octobre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Qui était Jules Guesde ?

Jean-Numa Ducange

Quelques rues portent encore le nom de Jules Guesde. On peut même trouver une statue de lui, devant la mairie de Roubaix, dont il fut le député. Mais il incarne une figure négative de la Gauche, régulièrement opposée à celle de Jean Jaurès. Cependant, s'il a pu commettre des erreurs, il n'en reste pas moins l'un des fondateurs du socialisme français, nous explique son biographe Jean-Numa Ducange, professeur des Universités en histoire contemporaine à l'Université de Rouen, auteur de « Jules Guesde. L'anti-Jaurès ? » (Armand Colin).

Cap Finistère : D'abord, pouvez-vous nous rappeler pourquoi Jules Guesde occupe une place si importante dans l'histoire de la Gauche ?

Jean-Numa Ducange : À la fin du XIX^e et au début du XX^e, Jules Guesde jouait un rôle aussi important que Jean Jaurès à Gauche. Comme le député de Carmaux, il pouvait être détesté par certains, mais aussi admiré par d'autres. De nombreux militants et élus, comme le premier maire socialiste de Lille, Gustave Delory, se revendiquaient « guesdistes » au début du XX^e. Mais il est vrai qu'il est tombé dans l'oubli, surtout à partir des années 60 et 70. Il est devenu une figure négative, dont le nom a souvent été associé au sectarisme ou à l'antisémitisme. Cependant, sans Guesde il n'y aurait pas eu de Parti Socialiste en 1905.

En effet, Jaurès s'est allié avec lui pour fonder la SFIO au congrès du Globe. Il l'a fait pour des raisons de forme et de fond. Il considérait que le marxisme qu'incarnait Guesde représentait un des courants socialistes, et par ailleurs, sur la forme, Guesde était très puissant dans la galaxie socialiste, notamment dans la Fédération du Nord qu'il a construite.

Il demeure, donc, quoi qu'il en soit, un personnage incontournable dans l'histoire du socialisme.

D'abord, parce qu'il est considéré comme un des fondateurs du premier parti ouvrier structuré en France, en 1879, à l'occasion de ce qu'on a appelé « l'immortel congrès » de Marseille.

Ensuite, à la suite de ce congrès et afin d'élaborer le programme du nouveau parti, Jules Guesde a rencontré Karl Marx et c'est donc lui qui a introduit et popularisé le marxisme en France, en développant dans le vocabulaire des concepts comme lutte des classes, plus-value ou exploitation. Ce sont des éléments qui comptent dans la mythologie socialiste. Par ailleurs, Jules Guesde a entretenu des relations suivies

avec les socialistes belges et surtout allemands, ce qui lui donnait une stature européenne.



Cap Finistère : Comment alors expliquez-vous que vous soyez le seul historien à lui avoir consacré une biographie en 2017 ?

Jean-Numa Ducange : Ce n'est pas tout à fait exact. Il y a eu quelques textes, mais plus hagiographiques qu'historiques. Il est vrai que je suis le premier historien à avoir publié une biographie. Et c'est d'autant plus surprenant que nous disposons d'un fonds d'archives très important. Jules Guesde est une figure négative pour une partie de la Gauche et logiquement, les historiens s'intéressent plutôt aux figures positives, et travaillent sur des personnalités pour lesquelles ils ont de l'empathie.

D'où vient cette image négative ? En partie de son positionnement pendant l'affaire Dreyfus. Au début, il est pourtant un dreyfusard convaincu. Mais il change d'avis et considère que, dans la perspective de la création d'un parti ouvrier, il ne fallait pas se mêler de cette affaire qui concernait un bourgeois, qui plus est, militaire. Dans le contexte de l'époque, alors que la CGT était dominée par les anarcho-sindicalistes, il a préféré ne pas se couper d'une certaine radicalité politique. Les archives nous montrent que Guesde n'était pas antisémite. Je me base, notamment, sur les comptes-rendus de la police pour l'affirmer. Mais il est vrai, que certains guesdistes avaient des préjugés contre les juifs, comme une large partie de la population à l'époque.

Ensuite, Jules Guesde participa à l'union sacrée et devint ministre en 1914. En plus, en 1920 au congrès de Tours, il choisit de rester à la SFIO. Donc, les communistes, qui auraient pu entretenir la mémoire de celui qui avait introduit le marxisme en France, ne cherchent pas vraiment non plus à entretenir trop vivement sa mémoire.

Cap Finistère : Le colloque qui s'est tenu le 21 septembre peut-il, selon vous, relancer l'intérêt pour cette personnalité ?

Jean-Numa Ducange : C'est possible. À un moment où la Gauche cherche à reconquérir les classes populaires et où les partis sont décriés, il n'est sans doute pas inutile de revenir aux sources et de s'intéresser à celui qui contribua à créer le premier parti ouvrier en France.

Texte intégral sur www.ps29.bzh